

Le championnat d'Europe n'est qu'une diversion sociale

Les sommes dépensées pour la tenue du championnat d'Europe des nations sont indécentes dans un pays où la précarité professionnelle est grandissante et s'exprime dans le rejet de la loi travail

Par COLLECTIF

Alors que débute l'Euro, le gouvernement veut faire du football une « cause nationale ». Plombé par son impopularité persistante, François Hollande entend bénéficier des effets positifs d'une « France qui gagne » en cas de parcours vertueux des Bleus. Il décline ainsi sur tous les tons un optimisme de façade qui dissimule mal son ambition de candidat à la présidentielle de 2017 : « *La France va mieux* », « *la croissance repart* ». Les ministres, à l'unisson de cette propagande d'Etat, pratiquent, eux aussi, l'autosuggestion pour amplifier la mise en condition de la population française. En somme, tous supporteurs des Bleus, tous unis derrière le supporteur en chef François Hollande qui compte bien profiter de la diversion politique entretenue par cette prétendue « fête populaire » orchestrée par les sponsors, annonceurs et partenaires officiels du foot-business.

Pour « *mettre du Bleu dans l'esprit des gens* » (dixit M^{me} Vallaud-Belkacem), le gouvernement n'a pas regardé à la dépense. La rénovation des stades grâce à l'argent public (1,6 milliard d'euros) et la sécurisation des parcs humains sponsorisés appelés « fan-zones UEFA », qui accueillent chaque jour des dizaines de milliers de supporters dans toutes les villes hôtes, n'ont eu d'autre finalité que de permettre la rentabilisation du foot-spectacle, au détriment d'autres priorités so-

ciales : l'hôpital public, les transports en commun, l'enseignement supérieur, l'aide sociale sous toutes ses formes.

Le coût global de l'Euro à Bordeaux, sans compter les 359 millions d'euros engagés dans la rénovation du stade, est ainsi évalué à plus de 10 millions, dont 6 millions d'argent public. La fan-zone du Champ-de-Mars, confiée par le Conseil de Paris au groupe Lagardère Sports, aurait un « *coût net pour la Ville* » d'environ 7,5 millions d'euros (*Le Canard enchaîné*, 11 mai). Pour d'autres villes, l'addition est également salée. Le stade de Nice Allianz Riviera a coûté 243 millions, dont 69 millions sur fonds publics.

Même scénario à Marseille, où la rénovation du Stade-Vélodrome a coûté 268 millions – et la collectivité remboursera 12 millions d'euros durant trente ans, soit 360 millions. Le nouveau stade de Lyon a coûté 405 millions d'euros, dont près de 200 millions sur fonds publics. A Lille, le stade Pierre-Mauroy a coûté 324 millions d'euros (lexpansion. leexpress.fr, « Football : la folie des grands stades », 2 mai 2013). Rien ne semble trop onéreux pour le Circus Maximus du football, dont les retombées économiques seront essentiellement captées par l'UEFA et ses partenaires commerciaux (près de 900 millions d'euros de bénéfice net).

UNE INSULTE AUX SMICARDS

A qui profite alors vraiment le football ? Dans le même temps, des coupes budgétaires drastiques frappent quasiment tous les secteurs publics, en particulier la recherche scientifique, ce qui a amené des Prix Nobel français à dénoncer « Un suicide scientifique et industriel » (*Le Monde* du 23 mai), contraignant ainsi le gouvernement à promettre de rétablir les dotations.

La France est, au dire du patron de la Direction générale de la Sécurité intérieure (DGSI), le « *pays le plus menacé* » par l'organisation Etat islamique. Des attaques multiples pourraient même être perpétrées à l'occasion des rassemblements de foule de l'Euro. Mais le ministre de l'intérieur, Bernard Cazeneuve, se veut rassurant malgré le fiasco sécuritaire de la finale de la Coupe de France le 21 mai au Stade de France : « *Nous faisons tout pour éviter une attaque terroriste et nous nous préparons à y répondre* » (AFP, 25 mai). De fait, l'organisation sécuritaire de l'Euro entraîne l'état d'urgence footballistique, qui ne lésine pas sur les moyens humains et financiers, en mobilisant près de 90 000 membres des forces de l'ordre, déjà à flux tendus depuis des mois.

Pour le gouvernement, qui, depuis des mois, met en œuvre une politique sociale-libérale d'austérité et de régression sociale, les intérêts de l'UEFA ont priorité sur ceux des salariés. Avec cynisme, il invite les travailleurs et les étudiants à cesser les mouvements de grève, à

se vider la tête devant les écrans géants, à commenter interminablement les résultats des matchs, à faire la fête du ballon rond plutôt que de défendre leurs droits et leurs conditions de travail. Il préfère évidemment accompagner les manifestations d'idolâtrie envers les Bleus et les bavardages sur les « légendes » du foot, dont les salaires mirobolants (des centaines de milliers d'euros) sont une insulte aux smicards, aux chômeurs, aux précaires et aux retraités modestes. Ainsi se concrétise le slogan printanier du gouvernement socialiste : halte à la chienlit, place à la foot-manie !

Les scandales de corruption à répétition qui secouent la FIFA et l'UEFA, l'affaire de la « sextape » au sein de l'équipe de France, les soupçons réitérés de dopage, le mercantilisme croissant du milieu gagné par des pratiques mafieuses (en particulier sur les transferts et les paris), le procès pour fraude fiscale intenté au Ballon d'or Lionel Messi, les écarts de conduite et les propos communautaristes, voire racistes, inadmissibles de certains joueurs de renom n'autorisent sûrement pas les habitués thuriféraires du football à faire l'apologie de ses « valeurs » et à présenter les Bleus comme des « modèles pour la jeunesse ».

Il nous semble au contraire urgent de résister à l'asservissement idéologique du football dont se sert aujourd'hui le gouvernement pour étouffer le mouvement social, urgent de dénoncer l'exutoire mystificateur du ballon rond. Il serait bon par conséquent que les organisations syndicales et politiques progressistes appellent à manifester sur le mot d'ordre suivant : pas de foot sans le retrait préalable de la loi El Khomri ! ■

Jean-Marie Brohm, professeur émérite de sociologie à l'université Montpellier-III ; Fabien Ollier, directeur de publication de la revue *Quel sport ?* ; Pierre Arnaud, professeur des universités, historien du sport et de l'éducation physique ; Gilles Bataillon, directeur d'études à l'EHESS ; Patrick Baudry, professeur de sociologie à l'université Bordeaux-III ; Denis Collin, professeur agrégé de philosophie ; Laurent Delcourt, sociologue et historien, chargé d'études au Cetri de Louvain-la-Neuve (Belgique) ; Claude Javeau, professeur émérite de sociologie à l'Université libre de Bruxelles ; Laetitia Petit, maître de conférences en psychologie clinique à l'université d'Aix-Marseille ; Louis Sala-Molins, professeur émérite de philosophie politique aux universités Paris-I-Panthéon-Sorbonne et Toulouse Jean-Jaurès ; Pierre-André Taguieff, philosophe et politologue, directeur de recherche au CNRS

RIEN NE SEMBLE TROP ONÉREUX POUR LE CIRCUS MAXIMUS, DONT LES RETOMBÉES ÉCONOMIQUES SERONT ESSENTIELLEMENT CAPTÉES PAR L'UEFA ET SES PARTENAIRES COMMERCIAUX